

La Presse

I . La Presse. 1839-03-31.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.



Aujourd'hui, jour de Pâques, les ateliers étant fermés la Presse ne paraîtra pas demain lundi.

Presse et correspondance étrangères.

Grande-Bretagne. — Londres, 28 mars. — Dans une réunion de la société dite *Précurseur* qui s'est tenue à Dublin, M. O'Connell a déposé une adresse qui se termine par ce passage : « Le peuple irlandais, après avoir humblement prié le ciel de prendre en considération tous ses maux, s'adresse à S. M. pour en obtenir le soulagement et pour le protéger contre les efforts de la faction orangiste. » La motion a été adoptée. M. Stephenson, ambassadeur des Etats-Unis, a eu au Foreign-Office une longue conférence avec lord Palmerston.

M. Francis Wright, qui a été pendant quarante ans l'un des principaux messagers de la chambre des communes, est mort, laissant une fortune de 75,000 liv. st. sur les fonds publics, et des propriétés immobilières pour 100,000 liv. st. environ.

— On écrit de Londres, le 27 mars : « Hier, entre une et deux heures de l'après-midi, il y a eu une nouvelle irruption des eaux dans le tunnel de la Tamise, qui entrainera une suspension de travaux pendant quinze jours. Les ouvriers ont eu heureusement le temps de se mettre à l'abri. On a jeté immédiatement une grande quantité d'argile sur l'endroit par lequel les eaux avaient pénétré dans le tunnel. »

Espagne. — Badajoz, 49 mars. — Le général don Louis Fernandez de Cordova, étant sorti de la ville le 16 au soir pour se promener, monta à cheval et se sauva en Portugal, dont les frontières ne sont éloignées que d'une lieue. Les autorités envoyèrent après lui de la cavalerie, mais elle ne réussit pas à l'atteindre.

On se rappelle que les généraux Cordova et Narvaez avaient été mis en jugement pour avoir accepté, l'un la présidence, l'autre la vice-présidence d'une junte insurrectionnelle qui s'était établie à Séville à la suite d'un mouvement populaire. Sur l'autorisation de la chambre des députés, dont ils étaient membres, ils avaient été traduits devant un conseil de guerre, composé, conformément aux réglemens, d'officiers-généraux résidant en Andalousie, où le crime qui leur était imputé avait été commis.

Le général Narvaez crut devoir se soustraire à la juridiction qui lui était imposée. Il se réfugia à Gibraltar, non sans protester toutefois qu'on le trouverait prêt à subir l'épreuve d'un jugement aussitôt que l'état du pays lui permettrait de compter sur des juges impartiaux. Le général Cordova accepta cette juridiction, par cela même, déclara-t-il, qu'elle était plus rigoureuse, et il attendait depuis plusieurs mois, dans une petite ville de l'Andalousie, que l'instruction de son procès fût terminée.

On assure que Maroto a renvoyé au général Espartero tous les prisonniers constitutionnels qui se trouvaient dans les dépôts. On ajoute qu'une guerre terrible est sur le point d'éclater entre Cabrera et Maroto. Ils se jettent réciproquement à la tête l'épithète de tigre d'Espagne.

— On a levé l'état de siège de Badajoz.

Hollande. — Amsterdam, 27 mars. — On a reçu la nouvelle que des troubles assez sérieux ont éclaté à Clèves, petite ville prussienne à trois lieues de la frontière hollandaise. La population y est catholique, comme dans toute la Prusse rhénane. On a maltraité les autorités qui voulaient empêcher le pillage des maisons de quelques ministres protestants. Ce qui paraît avoir donné lieu à ce tumulte, c'est la publication d'un petit ouvrage contre le culte catholique. La boutique de l'imprimeur éditeur de cet ouvrage a été pillée. L'ordre n'a été rétabli que lorsque des troupes sont venues de Wesel et des environs. On dit même que Clèves a été mis en état de siège. L'irritation des esprits catholiques dans les provinces rhénanes commence à porter ses fruits.

Paris, 30 mars.

Nous vivons en un pays et en un temps où les hommes d'état sont rares, nous le savons, et où l'instabilité des affaires ne permet guères qu'il s'en forme de nouveaux. Nous sommes donc tout disposés à reconnaître l'importance de l'aptitude politique et administrative chez ceux où elle se trouve à un éminent degré, et nous nous sommes plaints bien haut et bien souvent de la consommation exagérée d'hommes capables qui est faite par notre forme de gouvernement. Ce n'est donc pas bénévolement et de propos délibéré que nous attaquons les hommes arrivés par le mérite ou par la fortune à la tête des affaires. Ce nous est toujours une douleur et un regret de les affaiblir, parce que le petit

nombre d'hommes forts est précisément la plaie de notre époque; mais notre penchant pour les véritables hommes d'état explique précisément notre éloignement pour ceux qui n'en ont que les apparences, et nous ne haïssons la fausse monnaie, que parce que nous estimons la bonne.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que nous faisons la guerre à M. Thiers. Nous n'avons pas contre lui des rancunes; nous avons des principes. En outre, nous ne poursuivons pas ainsi tout le monde, et la masse d'efforts qu'il nous coûte est la mesure des craintes qu'il nous inspire.

Oui, nous l'avouons, nous craignons beaucoup M. Thiers. C'est un homme actif, spirituel, abondant; d'autant plus maître des ressources qu'il possède, qu'il les a acquises péniblement et une à une. Et puis, chose étrange, M. Thiers a de véritables privilèges de situation, qui lui permettent plus qu'à un autre de risquer beaucoup sans danger. La moitié de ce qu'il basarde en paroles et en actions en tueraient vingt autres. On le sait léger, et on lui pardonne d'être téméraire. On le sait parti de peu, et on lui passe l'envie d'arriver à tout. Les calomnies infâmes dont il a été l'objet lui profitent même en définitive; car on lui a tant attribué, que, quoi qu'il fasse, il aura toujours le mérite de valoir mieux que sa renommée. Or, comment ne pas craindre un homme de talent, à qui tout sert, sa modeste origine, sa rapide fortune, son caractère ambulateur, tout enfin, jusqu'à sa mauvaise réputation?

Voilà le secret de cette lutte que nous soutenons contre M. Thiers. Il n'en faudrait pas chercher d'autre. En un temps où les institutions de la France seraient plus solides, les mœurs politiques mieux assises, les lois plus vieilles et plus obéies, en un temps enfin où le poids naturel des choses retiendrait la turbulence des hommes, le caractère de M. Thiers serait un bien au lieu d'être un mal; alors, il activerait; aujourd'hui il bouleverse. Tout instrument ne convient pas à toute œuvre.

Il est même extraordinaire que M. Thiers, qui excelle à prendre l'empreinte de toutes les idées, et qui a trop d'esprit pour ne pas comprendre de quel prix il serait pour lui de passer pour grave, prudent, mesuré, n'ait pas mieux réussi qu'il ne l'a fait à se donner même cette allure et cette tenue particulières à l'homme d'état, qui sont au ministre ce que le rabat est au prêtre. Il n'a jamais pu dépouiller cette vivacité provençale, sans objet et sans sujet, qui fait partie intégrante du tempérament lui-même, et qui porte, si l'on peut ainsi dire, les idées à la peau. Les hommes ainsi organisés n'ont pas les pensées dans la tête, ils les ont sur la langue. La réflexion et la maturité, qui supposent un certain repos et une certaine incubation de l'esprit, leur sont complètement étrangères. Le mouvement, et un mouvement sans direction, plus mécanique que médité, leur est tout à fait nécessaire; les idées ne leur viennent qu'en parlant; nulle prévision, nul plan arrêté; ils agissent comme beaucoup de gens écrivent, en interlineant et en faisant des ratures; ils poursuivent quelque chose d'inconnu, qui n'est jamais ce qu'ils atteignent, ce qui fait qu'ils ne gardent jamais ce qu'ils ont. Ce sont là des caractères plus remuans qu'actifs, qui pêtinent plus qu'ils ne marchent; qui croient avoir des ambitions, et qui n'ont que des envies. Tel est M. Thiers.

Il vient de s'écouler un mois pendant lequel M. Thiers a eu trois occasions de réaliser ses idées, sans qu'il les ait saisies; — d'où nous concluons que M. Thiers n'avait pas d'idées.

La première cause de l'insuccès de M. Thiers, on pourrait aller jusqu'à dire de sa chute, c'a été sa lutte ouverte et personnelle contre le roi. On comprend aujourd'hui en France toutes les nobles ambitions, et l'on reçoit bien ceux qui arrivent. Ce

n'est pas à M. Thiers qu'il faut dire cela. Les places, les honneurs, la réputation, tout ce qui encourage et tout ce qui récompense, est maintenant au plus digne. On est ce qu'on se fait et tout ce qu'on se fait. L'esprit d'égalité a fait admettre précisément l'inégalité qui sort du travail et du mérite. Le niveau n'est pas sur la tête des hommes, il est sous leurs pieds. Tant que M. Thiers n'a voulu que devenir l'égal des plus grands, on l'a donc laissé faire. Le spectacle d'un homme qui s'élève par le talent es quelque chose qui intéresse tous ceux qui se sentent capables de prendre la même route. Mais lorsque M. Thiers veut devenir plus grand que les plus grands, lorsque son élévation cesse d'être la cause de tous les hommes de talent, pour devenir celle de son orgueil et de son égoïsme, à l'instant même la faveur publique, qui le soutenait, se retire. On s'intéresse à l'ambition, parce que c'est un grand sentiment; on ne s'intéresse pas à l'égoïsme, parce que c'en est un petit.

Et puis, on se dit que, roi pour roi, autant vaut celui qui a l'habitude du trône. Le désir de fonder une dynastie est étrange, par la démocratie qui court. M. Thiers a donc fait plus qu'une faute, en mettant le siège devant les Tuileries, il a fait une maladresse. Il ne faut jamais laisser mesurer sa force, parce que la mesure de celle qu'on a est aussi la mesure de celle qu'on n'a pas.

La seconde cause de l'insuccès de M. Thiers, c'est l'incroyable hésitation et l'incertitude absolue qu'il a montrées dans tout ce qui vient de se passer. Il a eu tout sous la main, hommes et choses, et il n'a rien pris; il a reculé devant la réussite. Il y a des gens qui perdent la présence d'esprit par les désastres; il l'a perdue, lui, par le succès. M. Thiers a commencé comme un homme qui veut tout, et il a fini comme un homme qui ne peut rien.

Il est évident que la première et la plus intime pensée de M. Thiers, c'a dû être, c'a été de refaire un ministère du 22 février, c'est-à-dire un ministère pour lui tout seul. Voilà ce qu'il a désiré; voici ce qu'il a craint.

Il a craint d'abord M. Guizot. C'était pour lui un ancien rival, moins populaire mais plus considéré et surtout mieux entouré; ayant toutes les qualités qui manquent à M. Thiers, la maturité, l'esprit de suite; fort comme un homme qui sait et qui peut attendre; et d'une tenue si digne, d'une vie si simple, qu'il apporte toujours au pouvoir plus de lustre que le pouvoir ne lui en donne; rival que M. Thiers avait trompé, mais qu'il n'avait pas vaincu.

Il a craint ensuite M. le maréchal Soult. L'ambassade à Londres de M. le duc de Dalmatie a naturellement donné à son nom plus de valeur encore et plus d'éclat; c'est une grande illustration scellée d'un grand triomphe, et qui peut apporter à un cabinet, de la popularité militaire, pour le dedans, et de la considération diplomatique, pour le dehors.

M. Thiers avait donc un désir et deux craintes; mais tout cela, craintes et désir, en un tel équilibre, qu'il a tout comparé et n'a rien choisi. Un choix suppose une préférence; une préférence suppose un principe, et M. Thiers n'en avait pas. En réalité, M. Thiers n'a guères que des titres négatifs, et il ne se recommande que par des choses qu'il n'a même pas essayées, comme l'intervention. En général, pour se faire connaître, on montre ce qu'on a fait; M. Thiers montre ce qu'il n'a pas fait. De cette façon, la liste des mérites est plus longue.

M. Thiers a donc eu l'envie d'être premier ministre, mais il n'en a pas eu la hardiesse. Maître trois fois de faire un cabinet, il a tâtonné et reculé trois fois. Quand il tenait ceci, c'était cela qui lui semblait préférable; quand il tenait cela, il y renonçait pour reprendre ceci. Il était comme un joueur incertain, qui croit avoir dans sa main trois bonnes cartes, et qui perd la partie, faute d'en savoir jeter une.

FEUILLETON DE LA PRESSE.

A M. HILBEY, OUVRIER,

Rue du Four Saint-Honoré, n° 5, à Paris.

Monsieur, j'ai reçu votre lettre ainsi que les vers adressés à M. Victor Hugo. Je vous félicite d'avoir rapporté votre première poésie à un grand poète, et je vous remercie d'avoir pensé que j'en recevrais la confiance avec plaisir. J'aime peut-être mieux que l'on présume bien de mes affections que de mes idées. Je dois encore vous rendre grâce de l'opinion que vous vous êtes faite de mon caractère, et de la confiance que vous y avez puisée pour m'ouvrir les secrets de votre cœur. Il y a dans cette démarche une hardiesse qui vous honore, et une estime qui me touche. Les critiques sont, hélas! de pauvres médecins, qui raisonnent docilement sur les maladies des autres, et qui succombent sous les leurs. Ignorez donc si ce que je vais vous dire répondra pour vous à l'idée des conseils que vous me demandez. Je vous prie seulement d'être bien convaincu qu'ils s'adressent, en vous, à l'homme autant qu'au poète, parce que vous me paraissiez également digne d'intérêt par l'âme et par l'esprit.

Vous me demandez, monsieur, si vos vers révèlent une vocation, et s'il faut que vous quittiez votre travail, pour la poésie. Non, monsieur; gardez-vous en bien. Il y en a beaucoup d'imprimés, de reliés et même de vantés, qui ne valent pas les vôtres; mais écrire en vers est une chose si facile, qu'il n'y a pas d'intervalle, en cette matière, entre le très médiocre et très beau. Si vous étiez riche, oisif, embarrassé de vos momens, il vaudrait mieux faire des vers semblables que de gagner quelques louis à une course au clocher; mais il y va pour vous d'une opinion à vous former de vous-même, d'un parti à prendre, peut-être d'une vie entière à bouleverser; il s'agit donc de savoir si des vers pareils sont ici bas ce que vous avez de mieux à faire; — je suis assez franc, monsieur, pour vous déclarer que ce n'est pas là mon sentiment.

Je ne voudrais pas vous affliger, monsieur. Il faut à l'homme une espérance pour reposer sa tête, comme il faut des fleurs pour distraire les yeux, et la poésie est une fleur de l'âme dont le parfum console et dont l'éclat éblouit; aussi n'ai-je pas l'intention de vous détourner des vers;

je désire seulement vous prémunir contre de fausses idées sur les difficultés que vous avez vaincues, vous montrer le peu de chemin que vous avez parcouru dans cette carrière sans fin de l'art, vous rendre chagrin peut-être, mais pour vous empêcher d'être malheureux.

Je vous disais qu'il est très aisé d'écrire en vers. C'est en effet par là que tous les jeunes gens commencent. On fait des vers avant de savoir la grammaire, avant de savoir l'orthographe. La forme des vers français n'a que trois difficultés, la rime, la césure et le nombre des syllabes. Avec un peu d'intelligence et d'exercice, on surmonte rapidement ces trois obstacles. Il y a de nombreux traités de versification qui mettent la partie mécanique de la poésie à la portée de tout esprit un peu opiniâtre; et il est infiniment plus court d'apprendre à faire des vers, que d'apprendre à danser ou à tirer des armes.

Je ne parle là, monsieur, que de la forme du vers, à laquelle, plus ou moins, tout le monde arrive, et qui ne laisse pourtant pas que de frapper ceux qui n'y réfléchissent pas, d'abord parce que le vers a par lui-même une certaine allure hautaine et royale, ensuite parce que ne servant pas au commerce habituel de la vie, il fait supposer dans celui qui le produit une certaine puissance de fantaisie et un certain luxe d'idées, de tous les luxes le plus rare et le plus envié.

La prose est beaucoup plus difficile à écrire, pour plusieurs raisons. D'abord, les professeurs de rhétorique n'ont jamais songé à composer des traités pour enseigner à écrire en prose. Il n'y a donc pas de règles connues et acceptées, ce qui fait qu'on ne sait point comment il faut s'y prendre, et qu'on n'a aucun moyen précis de s'assurer si l'on fait bien, ou si l'on fait mal. Ensuite, la forme de la phrase en prose est beaucoup plus développée, beaucoup plus variée, beaucoup plus compliquée que la forme de la phrase en vers; on n'est plus averti ni par le nombre des syllabes, ni par la césure, ni par la consonnance rimée; on a devant soi un vaste désert de papier blanc, sans route, sans jalons, sans rien qui dirige et qui oriente la pensée. On peut dire que le moule du vers est comme un moule à briques; on les remplit l'un et l'autre jusqu'au bord, l'un de terre, l'autre de syllabes; et puis, une fois remplis, on les vide, et l'on recommence. L'ouvrier en vers opère donc avec des règles connues sur une quantité connue de matériaux; l'ouvrier en prose opère sur des matériaux sans fin avec des règles sans nombre. Le poète n'a devant lui qu'une ligne; le prosateur y a une page.

En outre, les règles de la prose, très réelles d'ailleurs et très précises, quoique aucun rhéteur ne les ait déduites, se composent, comme toutes les règles en fait d'art, de certaines observations intelligentes, faites sur les procédés des grands maîtres, et qui vivent à l'état d'axiomes souverains dans l'esprit qui les a recueillies. Quoique exactes de leur nature, comme tout ce qui est règle, elles prennent néanmoins un caractère de fantaisie, en se mêlant à l'individualité de l'artiste qui les observe et qui les applique. Ce sont des lois, mais ce sont des lois coutumières, d'autant plus obscures, qu'elles prêtent davantage à l'interprétation. C'est là précisément, c'est cette liberté de tout faire, qu'elles laissent à l'écrivain, qui rend les règles de la prose si ardues. Le vers commande; la prose obéit; et il est bien plus facile d'obéir que de commander. Quand le poète a écrit douze syllabes, le vers lui prend la main et l'arrête; mais le prosateur peut en écrire mille, sans que rien le retienne que lui-même, c'est-à-dire la notion particulière qu'il s'est faite du beau.

En outre, la forme de la phrase en prose est complexe et développée; elle est composée de membres divers, auxquels il faut savoir donner des proportions, dont il faut trouver la place dans le tout, et qu'il faut rassembler, souder et clouer avec solidité et avec élégance. Tout ce travail suppose une étude patiente de l'anatomie et du dessin dans le style, un savoir philologique exercé, et une habitude assez familière des belles époques, pour donner au discours ces tournures fières, ces coulures ardentes, ce relief profond, ce je ne sais quoi d'ample, de hardi et d'inusité, qui indique la tradition des grandes écoles.

C'est par un instinct confus de toutes ces difficultés, que les jeunes gens inexpérimentés donnent la préférence aux vers sur la prose. La partie mécanique y est infiniment plus accessible, plus élémentaire, plus bornée; et ils obtiennent plus promptement des résultats. En outre, la langue employée dans les vers est beaucoup plus restreinte que la langue employée dans la prose; les tours y sont moins nombreux, la syntaxe moins compliquée, les règles grammaticales moins sévères. Faire des vers est donc, en soi, un travail de commencement, et qui n'implique nécessairement ni une grande connaissance de la langue, ni un facile maniement des idées. Cependant, il faut le dire, le vers a toujours une présence et un air de toilette qui manque à la prose. L'idée la plus vulgaire s'anoblit dans la forme du vers, comme une femme mal faite prend des airs triomphants, avec un manteau sur les épaules.

Eh ! bien, cette irrésolution, ce manque de netteté dans le coup d'œil, de fermeté dans la volonté, ont frappé tous les collaborateurs de M. Thiers, et l'ont jeté lui-même hors de toute réussite. On a vu un homme hésitant, un homme qui a demandé, et qui n'a pas su prendre ; un homme qui a basé deux années d'opposition sur des choses qu'on peut dire puériles, car n'est-ce pas une puérilité que de sortir des affaires, sous prétexte qu'on veut intervenir en Espagne, et que de se contenter, après deux ans de lutte, de quelques vaisseaux en promenade dans le golfe de Gascogne ? Quoi ! M. Thiers a fait la guerre tout ce temps pour ces malheureux vaisseaux ? En vérité, ceux qui parlent de son ambition, le calomnient. Personne autre que M. Thiers n'eût capitalisé pour si peu.

M. Thiers a donc commis la faute contre laquelle Montaigne prévenait les grands hommes ; il a laissé voir sa politique en robe de chambre. Or, sa politique est de celles auxquelles la toilette va bien. Le négligé de M. Thiers l'a trahi. On a vu que M. Thiers était surtout riche de ce qu'on lui prête ; mais que si son esprit est actif, il est mobile, et que s'il est garni, il est encore plus encombré ; on a vu qu'il n'avait, aux grands moments, ni la sagacité qui prévoit, ni la solidité qui résiste, ni l'impulsion qui renverse. La politique est surtout une chose d'expérimentation ; les principes n'y valent que par les faits.

Or, c'est parce que nous avons vu, comme tout le monde, M. Thiers mollié à l'œuvre, que nous l'avons jugé plus que jamais impropre à conduire, dans les moments difficiles, les affaires d'un grand peuple. M. Thiers peut suivre, accompagner même, mais il ne peut pas précéder. L'initiative lui manque, elle qui est la marque des grands esprits. On peut prendre à la rigueur un boiteux pour guide ; jamais un aveugle.

Il paraît certain que c'est de M. Passy qu'est venue l'idée de faire offrir à M. Thiers un poste diplomatique. Le maréchal Soult, en transmettant cette proposition au roi, et en le priant d'en entretenir M. Thiers, n'a fait que céder aux instances d'un membre du centre gauche. C'est aussi, de sa part, une dernière concession à des exigences qui semblent se faire un jeu de prolonger et de compliquer les difficultés de la crise actuelle.

On assure qu'au moment où M. Thiers est venu chez le roi, il était déjà parfaitement instruit de ce qu'on allait lui dire, et que l'étonnement qu'il a paru éprouver en recevant les ouvertures de S. M., la demande de sursis qu'il a présentée pour avoir le temps de consulter ses amis, enfin la lettre dans laquelle il a déclaré ce matin que les conseils de ses amis ne lui permettaient pas, à son grand regret, d'accepter l'offre qui lui a été faite, tout cela n'était qu'une comédie arrangée d'avance ; comédie qui serait, peut-être piquante, si elle n'avait eu le tort de faire perdre beaucoup de temps, alors que tous les instans sont devenus si précieux.

Un journal du soir donne les détails suivants :

- « Les personnages politiques désignés pour faire partie de la dernière combinaison ministérielle se sont réunis aujourd'hui à midi chez le maréchal Soult ; là, l'impossibilité de former un cabinet dans les conditions projetées sans y comprendre M. Thiers a été reconnue, et l'on a renoncé à cette combinaison.
- « A quatre heures, M. le maréchal Soult s'est rendu chez le roi pour rendre à S. M. les pouvoirs qu'il avait acceptés.
- « M. H. Passy est parti à cinq heures pour Franconville, où il va passer les fêtes de Pâques.
- « A la chambre des députés, la salle des conférences présentait aujourd'hui un aspect fort animé. La prolongation de la crise ministérielle commençait à faire naître de réelles inquiétudes.

Ce soir, rien n'est encore arrêté.

On lit dans le *Nouveliste* :

« Aujourd'hui, à midi, les députés de la gauche se sont réunis chez M. Odilon Barrot. Ils étaient au nombre de 97. Trois députés du centre gauche assistaient à cette réunion. On s'y est entretenu de la gravité de la situation. Queques membres ont proposé de formuler une résolution. La majorité n'a pas adopté cette ouverture, mais les impressions de l'assemblée ont été résumées par M. Odilon Barrot, et il a été reconnu que la gauche devait appuyer sans conditions un ministère homogène émané du centre gauche comme étant la représentation la plus exacte de la

France électorale, et lui prêter un concours sincère, tant que ce ministère prendrait pour programme le projet d'adresse rédigé par la commission des 215. Il a été reconnu également que toute autre administration devrait inspirer de la défiance. »

De son côté le *Messenger* dit :

« La réunion n'aperçoit que dans cette combinaison seule l'expression véritable et la plus pure représentation de la France, et que toute combinaison qui ne comprendrait pas M. Thiers, devrait inspirer de la défiance. Cela s'appelle s'abstenir de toute démarche de nature à faire naître des difficultés. Et lorsqu'il est arrivé aux membres de la réunion Jacqueminot, lesquels ont une tout autre importance parlementaire — puisqu'ils sont 200. — Lorsqu'il leur est arrivé, disons-nous, de s'assembler, non pour décréter des exclusions, mais pour aviser à la défense des principes qui leur sont communs, la gauche et le centre gauche n'ont cessé de crier à l'intrigue, et de rejeter sur nos amis les embarras de la situation ! — Que les hommes de bonne foi voient et jugent.

Ainsi, voilà 97 députés qui décrètent que le centre gauche est la plus exacte et la plus pure représentation de la France, et que toute combinaison qui ne comprendrait pas M. Thiers, devrait inspirer de la défiance. Cela s'appelle s'abstenir de toute démarche de nature à faire naître des difficultés. Et lorsqu'il est arrivé aux membres de la réunion Jacqueminot, lesquels ont une tout autre importance parlementaire — puisqu'ils sont 200. — Lorsqu'il leur est arrivé, disons-nous, de s'assembler, non pour décréter des exclusions, mais pour aviser à la défense des principes qui leur sont communs, la gauche et le centre gauche n'ont cessé de crier à l'intrigue, et de rejeter sur nos amis les embarras de la situation ! — Que les hommes de bonne foi voient et jugent.

M. Thiers, ajoute le *Messenger*, a écrit au roi ce matin pour exposer à S. M. l'impossibilité où il se trouvait de se conformer aux désirs du roi, en acceptant une situation au-dehors.

On lit dans l'*Europe monarchique* :

« Si M. Thiers triomphe et devient ministre, il le sera contre la cour, et voilà pourquoi, sans se lier à lui, on peut le soutenir pour détruire l'influence que les royalistes repoussent ; nous faisons bonne guerre, et voilà pourquoi tout ce qui détruit l'influence pernicieuse est pour nous un bon instrument. »

On le voit, si certain parti désire que M. Thiers devienne ministre, c'est parce qu'il compte bien que M. Thiers sera ministre contre la volonté de la cour, et tout le monde sait ce que l'*Europe monarchique* entend par la cour. Voilà donc qu'en peu de jours M. Thiers n'est plus considéré que comme un instrument, il n'est même plus un allié. On avoue qu'on le soutiendra pour détruire, mais sans cependant se lier à lui. Ce n'est plus de la franchise, c'est déjà de l'insolence ; le dédain ne se fera pas attendre.

N'avions-nous pas prédit à M. Thiers qu'il en serait ainsi !

Après les dissentiments et les ruptures, viennent les révélations et les reproches.

Savez-vous pourquoi toutes les combinaisons de la coalition ont échoué ?

Le *Constitutionnel* en accuse la susceptibilité d'amour-propre de M. le Maréchal Soult.

Le *Courrier français* dénonce la coalition au petit pied formée de MM. Dupin, Dufré, Passy et Sauzet.

La *France* fait de M. Dupin le bouc émissaire de tous les avortements ministériels.

Le *Sicé* disait que M. Humann était un obstacle à tout.

Chaque journal coalisé accuse un des ex-ministres futurs, chaque journal a probablement de bonnes raisons pour accuser, d'où il faut rigoureusement conclure que tous les ex-ministres futurs avaient tort.

Avons-nous jamais dit autre chose ?

La *Quotidienne* dit aujourd'hui que le laborieux enfantement du cabinet nouveau démontre assez combien la majorité est incertaine. Nous ne nions pas le fait. Nous avons toujours pensé que la majorité était fort incertaine, mais puisque nos adversaires le reconnaissent aussi, nous leur demandons ce qu'est devenue cette grande victoire remportée par la coalition ! C'est par le résultat que se mesure ordinairement le succès. Si le résultat est incertain, il nous semble que la victoire est au moins douteuse.

Voici, d'après le *Courrier français* lui-même, le tableau exact

de la situation que les déplorables menées et la triste impuissance de la coalition ont faite aux intérêts matériels :

« Soixante faillites ont été déclarées, pendant le mois de mars, dans le commerce parisien. Les recettes de l'octroi ont présenté un déficit. La consommation diminue, les commandes s'arrêtent, les transactions sont suspendues, plusieurs fabricants ont déjà renvoyé une partie de leurs ouvriers. La panique est générale ; tous les intérêts s'agitent, dans une impatience fébrile ; chacun semble prêt à faire écho à ce cri funeste de *saute qui peut*, qui perd les empires et la liberté. »

Le *Journal général* veut bien reconnaître aujourd'hui que les affaires de Belgique ont été habilement conduites ; que la diplomatie nous a bien servi, et qu'on a fort sagement fait de procéder par des conférences et de substituer les protocoles au canon. Le *Journal général* est si satisfait, et avec raison, des résultats obtenus, qu'il ne trouve plus à déplorer qu'une chose ; c'est qu'on n'en soit pas venu là plus tôt. Il oublie que la coalition, dont il faisait partie, a toujours soutenu qu'on en venait là trop tôt.

Nous voulons bien que les passions aveuglent quelquefois nos adversaires, mais nous n'aurions pas cru qu'elles pussent leur ôter tout-à-fait la mémoire.

DE L'ENQUÊTE SUR LE NOMBRE DES CRIMES COMMIS EN IRLANDE.

Les enquêtes parlementaires sont en général une excellente préparation pour la confection des lois, et on en a obtenu de très bons résultats en Angleterre et aux États-Unis, surtout en matière de travaux publics et d'industrie. Mais il arrive aussi fréquemment que nos voisins abusent de ce moyen d'investigation, ou qu'ils le détournent de sa véritable fin. Ainsi l'enquête ordonnée sur le nombre des crimes commis en Irlande n'est qu'une mesure dilatoire qui ne conduira à rien, et qui ne fournira aucun moyen de réforme. Une enquête sur la situation de l'Irlande aurait sans doute révélé les causes du mal, ou pour mieux dire, ces causes auraient été constatées avec plus d'évidence ; car elles sont connues dès à présent d'une manière assez précise.

Le duc de Wellington dit qu'il se commet annuellement sept cents meurtres en Irlande. Lord Melbourne dit au contraire qu'il ne s'en commet pas plus de deux cent-soixante. Nous ne savons lequel de ces deux chiffres approche le plus de la vérité ; mais fors même que le nombre de meurtres serait exactement constaté, les moyens de répression ne seraient pas plus efficaces et les causes des désordres continueraient à subsister. La misère et la criminalité des Irlandais tiennent à des circonstances politiques et territoriales qu'on ne changera pas aisément, quoique ce changement soit indispensable pour ramener l'ordre dans ce malheureux pays.

C'est la dureté, la cupidité, la rapacité des grands propriétaires de l'Irlande qui est une source de misère et puis de crimes. Comme les compétiteurs pour les fermages ne manquent jamais, les rentes foncières suivent une progression qui est hors de toute proportion avec la valeur vénale des produits ; il en résulte que le cultivateur, le fermier et le journalier ne trouvent plus dans leur travail des moyens suffisants d'existence, quoique leur nourriture habituelle ne consiste qu'en pommes de terre. La rente des plus petites propriétés s'élève dans plusieurs comtés à 4 liv. st. 10 schillings, 5 livres et même 7 liv. par acre. (L'acre vaut 40,467 ares.) Il n'y a pas possibilité de vivre avec de tels fermages, ils ne sont acceptés que parce que la faim presse les cultivateurs. Les fermiers qu'on chasse de chez eux pour louer au dernier enchérisseur, n'ont aucun moyen de résistance légale contre un acte de cupidité qui les réduit avec leurs familles à la mendicité ou à la mort. Poussés au désespoir, ils brûlent les maisons ou les récoltes de celui qui les remplace. Dans le comté de Kilkenny, lord Clifden tire de ses propriétés dix à douze mille livres sterling ; mais pour arriver à ce point, il a fallu réduire tous les habitants au plus effroyable dénuement. Il exige d'eux, avec une rigueur inouïe, des fermages excessifs ; et il lève constamment de nouveaux impôts sur leur misère ; il a établi aux portes de Callen un droit d'entrée sur tous les objets nécessaires à la vie, les pommes de terre, le charbon, le lait de beurre, qui lui rapporte environ deux cents livres sterling par an ; les habitants sont au nombre de quatre ou cinq mille, sur lesquels il y en a mille qui sont occasionnellement sans emploi, six ou sept cents absolument sans ressources, et deux cents mendiants que leurs infirmités rendent incapables de tout travail. Le prétexte de ce droit d'entrée était l'entretien des routes ; mais jamais un sou n'a été dépensé dans ce but, et elles sont dans un état si effroyable, qu'on alloue douze minutes en faveur du courrier pour traverser la ville, parce qu'aucun voyageur ne consentirait à faire ce trajet autrement qu'à pied. Dans les quartiers du peuple, les cabines ou plu-

J'ai tâché par tout ceci, monsieur, de vous bien faire concevoir comment vous avez abordé la littérature par son côté le plus facile ; non point que je veuille diminuer le mérite de vos efforts ; mais il est important pour vous de ne point vous abuser sur la valeur de ce que vous avez fait ; et c'est pour cela que j'ai essayé de mettre sous vos yeux tout ce qui vous reste à faire. Vous êtes certes fort louable d'être parvenu, dans votre condition d'ouvrier, à une intelligence du beau style, chose très rare maintenant ; vous faites le vers avec une aisance, une plénitude et une fermeté qui accusent une habitude éclairée de son mécanisme ; mais cela ne suffit pas pour jouer toute votre vie sur cette chance de poète. Vous avez encore semé peu ; vous ne pouvez pas récolter beaucoup.

Vous possédez, et même vous possédez bien, je puis vous le dire, la forme du vers ; vous entendez la césure, la rime et la phrase poétique d'une manière à la fois correcte et aisée ; vous écririez bien, si vous saviez quoi écrire. Vous êtes un sculpteur plein d'instinct ; vous avez un ciseau ferme et délicat ; mais il vous manque le marbre.

Le marbre dans lequel le poète taille son œuvre, c'est l'idée. Vous avez écrit avant de penser, il fallait penser avant d'écrire. La marche que vous avez suivie est une marche vicieuse, dont il faut vous défaire, et qui en a perdu bien d'autres. Quand on commence par étudier le mécanisme du langage, soit en vers, soit en prose, il faut bien se garder de le faire fonctionner à vide et sans lui donner un aliment. La phrase sans l'idée est quelque chose d'obtus, de ballonné et de disgracieux, qui produit l'effet d'un corps empaillé. On sent que tout est à la circonférence, et que le centre est vide. C'est du style d'avocat. Comme il n'est pas matériellement possible de faire une phrase sans idée, on la nourrit de lieux communs et de pensées banales ; pauvres aliments qui ne donnent ni vigueur, ni santé. Il y a donc eu force gens qui ne se sont préoccupés que d'apprendre à faire les vers, et qui, après cela, se sont crus poètes ; comme si le vers était autre chose qu'un habit, et comme si un habit sans corps constituait un personnage.

La marche à suivre en littérature, c'est de partir du fond pour arriver à la forme, de l'idée pour arriver à la phrase. Le mécanisme du style s'apprend d'autant plus aisément, que l'on est plus habile à déduire la pensée. Idée trouvée, phrase faite. Et comme l'âme est une mer sans fond, où l'idée ne s'épuise jamais, les penseurs féconds font naturellement les écrivains variés.

Je n'ai point trouvé en vous, monsieur, cette grande faculté de penser, qui est la garantie d'une grande faculté d'écrire. Vous avez dans la tête des formules de vers, que vous maniez habilement ; mais vous appliquez ces formules à des idées qui n'ont point germé en vous, que vous appauvrirez un peu chaque jour, et qui vous manqueront bien vite. Votre esprit est une citerne, emplie jusqu'au bord de l'eau des lieux communs qui ont plu autour de vous ; mais les citernes viennent à sec quand on y puise, et il n'y a que les sources d'eau vive qui ne tarissent jamais. Comment apprendre à penser, de même que vous avez appris à écrire ? Ceci est le secret de Dieu. Le génie ne s'enseigne pas.

Peut-être désirez-vous savoir, monsieur, quelle conclusion pratique je tire pour vous des réflexions que m'ont suggérées vos vers et votre lettre ? La voici, bien nette et bien sincère : restez ce que vous êtes ; restez poète, et restez ouvrier.

Restez poète, monsieur ; la poésie est une marque divine ; qui fait grand par la pensée, et qui dédommage d'être petit par la condition. Il y a un trésor qu'aucune tyrannie n'enlève, et qu'aucune prodigalité n'épuise, c'est l'intelligence. La plus petite parcelle de ce trésor est au-dessus du prix des empires, car elle donne la gloire, la chose la plus souhaitable et la plus lumineuse de la terre, puisque le bonheur n'appartient qu'au ciel. Oui, restez poète ; faites asseoir la muse auprès de vous, et de mandez lui de ces chants qui encouragent et qui consolent. L'homme ne vit que des années, mais le poète vit des siècles ; les chagrins s'en vont, et le nom reste. Ne songez qu'à ce qui dure.

Restez poète, monsieur, mais restez ouvrier. Quelque condition que vous cherchiez ici bas, il n'en est pas une seule au fond de laquelle vous ne trouviez le travail. Nous faisons tous notre journée, un peu plus courte, un peu plus longue ; les uns fatiguant leurs mains, les autres fatiguant leur tête, tous courbés sur notre œuvre, et payés sous la main de Dieu. Et il n'y a pas à s'en plaindre, car la vie est au prix de cela.

Les esprits superficiels et les âmes envieuses, qui aperçoivent çà et là quelques hommes riches et oisifs, se récrient aussitôt contre l'opulence et accusent l'injustice du ciel. En général, monsieur, toute fortune amassée est le signe d'une activité antérieure ; un fils oisif suppose un père occupé. Or, il est bien juste aussi que les générations se reposent. L'Europe est encore couverte de grandes races, ruines vénérables d'un passé illustre, qui ont porté la lance pendant une moitié du moyen-âge, et la

main de justice pendant une autre ; qui ont donné aux empires modernes leurs limites, leurs institutions, leurs monuments ; qui ont conquis le monde, qui l'ont gardé et qui l'ont civilisé ; eh bien ! qui de nous, ayant une âme un peu ouverte à la reconnaissance des grands services, peut regretter les loisirs que ces races actives ont, pour quelques générations, préparés à leur postérité ? Et nous-mêmes, si nous travaillons avec ardeur, jusques dans nos moments de lassitude, n'est-ce pas pour faire reposer nos enfants ?

Oui, monsieur, laissons dormir un peu les fils de ceux qui se sont fatigués pour nous ; n'accusons pas les riches, car, je vous l'ai dit, la richesse d'aujourd'hui est toujours fille du travail d'hier.

Surtout, monsieur, si vous voulez m'en croire, ne vous tourmentez pas pour changer votre condition. Avec la somme d'efforts que vous ferez pour en avoir une nouvelle, vous aurez amélioré celle-là. Dieu vous a remis un instrument qui manque à la plupart des autres ouvriers, l'intelligence des choses élevées ; vous avez donc la force de la tête et la force des bras ; remerciez Dieu de ce bienfait, en faisant un noble usage de l'une et de l'autre. Que la conscience de votre supériorité morale ne vous fasse pas dédaigner l'œuvre de vos mains ; appliquez au contraire votre intelligence à votre travail mécanique, et que le poète se révèle dans l'ouvrier. Et puis, ce sera un beau spectacle, et dont vous aurez droit d'être fier, qu'un homme simple, laborieux et pauvre, donnant aux oisifs et aux riches l'exemple de l'étude et de l'illustration littéraire. Autrefois, c'étaient les rois et les nobles qui cultivaient la poésie ; c'était Salomon chez les Hébreux, Platon chez les Grecs, César chez les Romains, Juba en Afrique, Thibaut en France ; aujourd'hui ce sont les enfants du peuple ; aujourd'hui le soleil se lève à terre, pour éclairer les cieux.

Maintenant, vous me demanderez peut-être si en gardant votre double condition d'ouvrier et de poète, je pense que vous serez heureux ? Non, monsieur, vous ne serez pas heureux. Il manque toujours ici-bas quelque chose à l'homme ; quand ce n'est pas le corps qui souffre, c'est l'esprit ; quand ce n'est pas l'esprit, c'est le cœur. Il faut mériter le bonheur dans ce monde, et ne l'espérer qu'en l'autre. Si le travail ne vous remplit pas le vide de l'âme, remplissez-le avec la poésie ; si la poésie ne le remplit pas, remplissez-le avec Dieu. Tout est dans ces trois choses, monsieur ; travailler, penser et prier.

A. GRANIER DE CASSAGNAC.

tôt les taniers des habitants sont des trous creusés dans la terre, et l'on ne saurait y distinguer aucune trace ni de confort, ni de civilisation. (*A journey throughout Ireland by Inglis*, tome I^{er}, chap. 4.)

Comme il n'y a point de classe intermédiaire en Irlande, les produits agricoles ne peuvent avoir que deux genres de destination, l'exportation ou la consommation par le seigneur. Ainsi, un seul propriétaire doit consommer avec les siens tous les produits du sol qui ne sont pas exportés. Sa maison est le seul marché pour les petites denrées, la crème, le beurre frais, les légumes, les fruits. C'est encore le seigneur qui demande seul et qui paie seul toute espèce de travail qui n'est pas destiné immédiatement à augmenter les produits agricoles; c'est lui seul qui peut entreprendre aucun labeur d'utilité publique et songer à l'avenir. Quand le seigneur cesse d'habiter sur ses propriétés, tout s'arrête. Lorsque lord Kingston quitta ses terres en Irlande, où il dépensait annuellement quarante mille livres sterling, la détresse devint si grande à Mitchelstown que, pour que plusieurs centaines d'individus ne périssent pas de faim, une assemblée du comté ouvrit une souscription, et on trouva dans une ville de cinq mille âmes, mille huit cents personnes privées de nourriture. Dans le comté de Limerick, la misère est telle, qu'aucune description ne saurait la rendre. Il y a des quartiers dans la ville où les habitations, c'est-à-dire des caves et des taniers, sont totalement dépourvues de meubles. Parmi les habitants de ces repaires, les uns sont vieux, courbés ou accablés par des maladies; d'autres sont jeunes, mais pâles et maigres et entourés d'enfants affamés. *Inglis*, que nous avons déjà cité, dit à cette occasion et en parlant comme témoin oculaire : « Il y en avait d'assis sur la terre humide, d'autres debout, d'autres qui ne pouvaient se lever de leur monceau de paille. A peine y eut-il une de ces habitations où je trouvasse seulement une pomme de terre. Dans l'une je remarquai une petite ouverture qui conduisait à une pièce inférieure. Je me fis un flambeau d'un morceau de papier pour voir ce qu'elle contenait. C'était une cave complètement obscure et de douze pieds en carré; deux monceaux de paille se trouvaient dans les angles; sur l'un était assise une femme qui ne pouvait se lever, sur l'autre étaient couchés deux enfants absolument nus, et un haillon jeté sur eux leur servait de couverture commune. Mais dit M. Inglis, j'ai vu quelque chose de pire encore. Dans une cave presque obscure, sur le sol humide de laquelle je sentis mes pieds glisser, je trouvai un homme assis sur un peu de sciure de bois, il était nu, il n'avait pas même une chemise, mais il entourait son corps avec un paillason déchiré et couvert d'ordures; sa maigre l'aurait fait prendre pour un squelette, les os semblaient sortir de son corps, il mourait de faim. » Une grande partie du sol sur lequel la ville de Limerick est bâtie, appartient au comte de ce nom. Les riches et les pauvres de toute l'Irlande l'ont en horreur; les premiers, parce que l'odieuse de ses exactions rejailait sur toute la classe des propriétaires; les seconds, parce que sa rapacité leur enlevait jusqu'aux objets les plus indispensables nécessaires à la vie. Le comte de Limerick est une exception de féroce cupidité; mais les dernières misères que nous venons de citer, d'après un auteur qui n'a pas trouvé un seul contradicteur en Angleterre, se rencontrent sur tous les points de l'Irlande.

Comment veut-on qu'avec un pareil état social, il ne se commette pas de meurtre. Les crimes, s'ils ne sont justifiés par la nécessité, sont commandés par cette nécessité. Périr de faim ou périr sur l'échafaud est une alternative de peu d'importance pour un homme réduit au désespoir. Ce grand nombre de misérables s'est d'ailleurs arrangé de manière à échapper la plupart du temps au châtement du crime, et des sociétés régulières se sont organisées pour protéger les criminels et pour les dérober à la justice. Rien ne prouve mieux l'impuissance de cette dernière qu'un fait que viennent de révéler les journaux anglais : « Depuis le 1^{er} décembre 1837 jusqu'au mois de février 1839, le gouvernement de ce pays (de l'Irlande) a offert la somme de 13,390 liv. stér. à titre de récompense pour l'arrestation de 186 meurtriers. Il résulte des rapports officiels que huit meurtriers seulement ont été arrêtés. »

La presque totalité de l'Irlande est possédée par un petit nombre de grands propriétaires qui dépendent leur revenu à Londres ou ailleurs, mais qui ne résident pas dans leurs terres. Les produits du sol sont exportés et échangés contre du numéraire ou contre des articles qui n'entrent point dans la consommation des masses. Le pays est par conséquent systématiquement affamé par l'exportation régulière des vivres, viandes, grains, légumes et fromages; rien de tout cela ne se consomme sur les lieux, parce que les habitants, tous fermiers ou journaliers, sont trop misérables pour acquiescer ces denrées. C'est donc principalement la division territoriale actuellement établie et l'absence d'une classe moyenne qui engendre cette affreuse misère. Les terres se louent en général par les seigneurs, en masse, à des entrepreneurs; ceux-ci louent par portions à des fermiers qui à leur tour sous-louent à des sous-fermiers. Ces derniers divisent ensuite leur part par lots de 10, 12, 20 et 30 acres. Chacun de ces entrepreneurs veut avoir une rente que le cultivateur, celui qui travaille, est obligé de fournir seul. Tout cela est connu, et on n'a pas besoin de constater ces faits par une enquête. Tout le monde sait que c'est l'agglomération des propriétés et la rapacité des possesseurs du sol qui engendrent la misère. Mais comme les propriétaires siègent au parlement, que ce sont eux qui font la loi, ils se garderont bien de rien changer à un état de choses qui leur est si favorable, quelque nuisible, quelque mortel qu'il puisse être aux populations.

Il n'est pas impossible de sortir l'Irlande de l'état de misère où elle se trouve, mais pour cela il faut avant tout modifier la loi sur la propriété et autoriser le morcellement des terres; c'est ainsi qu'on parviendra à créer une classe moyenne. Beaucoup de seigneurs endettés et obérés profiteraient de la nouvelle loi pour vendre une portion de leurs propriétés, afin de libérer l'autre. Une meilleure division du sol fixerait la consommation dans le pays, et la rareté permanente des denrées qui engendre une véritable famine, disparaîtrait peu à peu. Il est vrai qu'une pareille mesure ébranlerait profondément cet ordre politique auquel l'aristocratie anglaise doit son pouvoir; les grandes fortunes se disperseraient et avec elles cette puissance qui s'attache toujours aux richesses colossales. Mais cette nouvelle répartition tournerait au profit des populations, et la force du pays s'en accroîtrait.

L'Angleterre semble être le pays de la liberté et de la philanthropie par excellence; cependant on ne trouve nulle part plus d'égoïsme, plus de cruauté et plus d'indifférence pour les maux du peuple que de l'autre côté du détroit; toute la législation économique y est organisée de manière à affamer les travailleurs. Le monopole du sol, les majorats, les substitutions, la loi sur les céréales, tout est empreint du même esprit d'exclusion dans ce pays de liberté.

L'Andalousie était partagée autrefois entre une douzaine de grands d'Espagne et autant de couvens; c'était un vice; mais les occupants nourrissaient les pauvres qui, loin de mourir de faim, se trouvaient dans une espèce d'aisance, grâce à la générosité des propriétaires. Cet état social, tout décrié qu'il est, valait un peu mieux que le régime de l'Irlande où lord Clifton et le comte de Limerick laissent mourir des centaines de pauvres de faim.

Les huit ou neuf seigneurs qui possèdent en entier le comté de Sutherland ont jugé convenable de convertir toutes leurs propriétés en pâturages et ils ont expulsé de 1811 à 1820 quinze mille habitants de leurs terres. Toutes les cultures ont été supprimées et les villages brûlés. La marquise de Stafford a transformé huit cent mille acres de terres en vingt neuf fermes, dont plusieurs sont plus grandes que le département de la Seine, et en place des quinze mille habitants on y a mis deux cent mille moutons. C'était fort bien entendu dans l'intérêt de l'accroissement de la rente territoriale, mais fort mal dans celui des cultivateurs. Il y a plus, la marquise de Stafford était, nous ne dirons pas dans son droit, mais dans l'égalité, puisque la loi anglaise a fait et maintient des parts si monstrueuses. Cependant, qu'est-ce qu'une loi au moyen de laquelle on peut ruiner d'un seul coup trois mille familles? Ce n'est qu'un abus social établi par la force et maintenu par un simulacre de légalité, contrairement à toutes les notions d'équité et de justice. Il est impossible de rien trouver de semblable dans les pays même qui conservent le plus de traces de féodalité. Un seigneur russe ou hongrois serait fort mal venu, si, sous prétexte d'accroître son revenu, il expulsait quinze mille individus de ses terres.

Ainsi, on peut conclure hardiment que toutes les enquêtes qu'on fera en Irlande n'obviennent pas au mal, tant qu'on laissera subsister la législation qui régit la propriété. La libre transmission du sol et son morcellement dans de certaines limites, sont les conditions essentielles et premières de la régénération de l'Irlande. Hors de là, tout est impuissant : enquêtes, taxe des pauvres, rigueurs judiciaires et militaires, ne feront qu'aggraver le mal, et aux meurtres succéderont les révolutions et la destruction violente des privilèges. Les peuples supportent quelquefois la servitude; ils ne supportent jamais un excès de misère.

Actes officiels.

COMMERCE. — Une ordonnance du roi approuve les modifications apportées aux statuts de la société anonyme des paquebots à vapeur entre le Havre et la Hollande.

— Sont également approuvés les nouveaux statuts de la Compagnie des fonderies et forges de la Loire et de l'Isère, constituée à l'avenir sous la dénomination de compagnie des fonderies et forges de la Loire et de l'Ardeche.

— La commune des Batignolles-Monceaux (Seine) est autorisée à ouvrir un abattoir public et commun.

GUERRE. — M. le ministre de la guerre vient de publier une instruction pour l'admission à l'Ecole royale polytechnique en 1839. L'école pourra recevoir cent trente élèves en 1839, mais il n'est pas probable qu'il puisse en être placé plus de cent douze dans les services publics en 1841 : le gouvernement ne prend donc aucun engagement pour le placement, après les deux années d'études, de la totalité des élèves qui seront admis à l'école.

Vingt-quatre places gratuites, susceptibles d'être partagées en demi-places, sont instituées en faveur des élèves dont les pères sont hors d'état de payer la pension.

Nul ne peut obtenir une place gratuite ou demi-gratuite, s'il ne fait pas partie des deux premiers tiers de la liste générale d'admission.

Ces places sont distribuées, savoir : huit par le ministre de l'intérieur, quatre par le ministre de la marine, douze par le ministre de la guerre.

Nouvelles et faits divers.

Hier dans la soirée, LL. MM. ont reçu M. le maréchal Soult et M. le comte d'Artois.

Ce soir, à 9 heures, M. le baron Pasquier et M. Dupin se sont rendus chez le roi en conférence particulière.

— Deux nouvelles enquêtes s'ouvriront le 1^{er} avril prochain à l'Hôtel-de-Ville, sur le projet d'établissement de deux chemins de fer, l'un de Paris à St-Maur, l'autre de Paris à Sceaux. Le premier, devant partir de la rue Traversière-St-Antoine, traverserait les territoires de Bercy, Saint-Mandé, Charenton et Vincennes; l'autre partirait de la place de l'Observatoire, et traverserait les communes de Gentilly, Arcueil, Bagneux et Bourg-la-Reine. On pense que cette double enquête durera un mois.

— Le Compoz, ou vaccin primitif, vient d'être reconnu sur des vaches d'une commune des environs de Rouen, par M. Hells, médecin en chef de l'Hôtel-Dieu. Le vaccin s'était spontanément communiqué à une jeune laitière chargée habituellement de traire ces vaches. L'éruption qui en était survenue a permis à M. Hells de constater qu'elle était de la nature de celle qui a été décrite par Jenner, et de s'en servir pour inoculer avec un plein succès plusieurs enfants.

Cette découverte, qui offre la possibilité de régénérer le vaccin dont on fait l'emploi depuis quarante ans, arrive très opportunément dans un moment où, par suite de la recrudescence des cas de petite vérole, la science a été amenée à diriger ses investigations tant sur la dégénérescence du vaccin que sur l'utilité des revaccinations.

— La promenade annuelle de Longchamp a été contrariée par le temps. Mercredi, dans l'après-midi, le ciel menaçait pluie. Jeudi, au moment où l'on se préparait à sortir, le temps s'est obscurci d'une manière effrayante; des éclairs vifs et nombreux ont sillonné la nue; deux forts coups de tonnerre ont été entendus; et, à partir de ce moment, la pluie n'a pas cessé. Vendredi, le temps était incertain; il a plu à plusieurs reprises; il faisait froid.

Ce dernier jour pourtant, quelques intrépides cavaliers, quelques équipages sont sortis et ont paré sur la chaussée. Les jeunes Arabes récemment arrivés de Constantine faisaient partie d'une vive et folle cavalcade. De jeunes Serviens, venus aussi à Paris, avaient une attitude plus calme et faisaient de leur mieux pour se bien comporter sur leurs chevaux; ils regardaient attentivement, ils copiaient et ils imitaient avec une prompte intelligence. Des maîtres de pensions faisaient promener leurs élèves dans des carrosses-omnibus.

Les voitures de la brasserie lyonnaise se sont montrées à Longchamp; les chevaux étaient empanachés. Le premier char portait cette inscription : PLACE A L'INDUSTRIE; on y voyait aussi les armes de la ville de Lyon entourées de deux cornes d'abondance, dont l'une versait la fleur du blé, l'autre le grain de l'orge.

Pas de toilettes; on remarquait seulement beaucoup de fleurs à la main, à la ceinture, et dans les cheveux.

Aux premiers beaux jours, aura lieu l'exhibition des modes que le mauvais temps eût compromises.

— On lit dans le *Journal de Rouen* :

« Un travail récent sur le port du Havre constate que les côtes de la Haute-Normandie se détruisent en moyenne d'un pied par an sur tout leur développement, et que l'on est au-dessous de la vérité en évaluant à 400,000 mètres cubes les relais de toute espèce que la mer apporte annuellement dans la petite rade du Havre, à l'entrée et sur les bords de la Seine.

— Les attérissements de la Seine sont loin d'être aussi rapides que ceux du Nil, du Pô, du Rhône et de l'Aude; mais leur influence, exercée néanmoins de grands ravages. Lillebonne, située aujourd'hui à une demi-lieue dans les terres, était baignée par la mer dans le cinquième siècle, et le champ de foire d'Harfleur était un port célèbre en 1505. La couche de limon déposée dans la port de Honfleur, par l'effet d'une seule marée, est quelquefois de deux centimètres d'épaisseur. On est obligé de recommencer, au Havre, le déblai de la retenue de la Floride, qui avait été creusée de deux mètres en 1817.

— Les écluses de chasse n'ont point réalisé les espérances que leur exécution avait fait naître; celles de Dieppe, du Tréport et de St-Valéry, construites en 1810, ne sont d'aucun effet contre le galet, et n'ont même apporté aucun obstacle à la formation de la barre qui se produisit dans le coup de vent de février 1835. Celle du port du Havre, qui a coûté plus de 5 millions, n'est guère utile que pour enlever les matières légères déposées dans le chenal et sur ses bords; mais elle est impuissante contre le galet.

— Les chanteurs montagnards, dont on avait annoncé la prochaine arrivée à Paris, s'éloignent au contraire de la capitale, et parcourent maintenant les provinces du nord, où ils excitent partout un vif intérêt. Ayant eu occasion de se faire entendre devant M. l'évêque d'Arras, ce prélat a voulu qu'ils vinssent chanter leurs chœurs harmonieux dans l'intérieur de son sé-

minaire diocésain afin de donner aux élèves une idée des effets qu'on peut obtenir en enseignant le chant à de simples paysans.

— A Beauvais, à l'ancien amphithéâtre romain, près de la porte de Breilles, un arbre tout entier s'est enfoncé en terre au point d'y disparaître et de laisser encore au-dessus de lui un trou assez profond.

— Quatre voleurs de profession, les deux frères Morin, et les nommés Caouet et Mineret, tous repris de justice, et qui étaient venus de Chartres à Paris, pour se livrer avec plus de chances d'impunité à leur coupable industrie et pour se défaire en même temps d'objets provenant de vols antérieurement commis par eux, ont été arrêtés hier au marché du Temple, au moment où ils offraient en vente à divers marchands des effets de lingerie et d'habillement, dont ils n'ont pu justifier l'origine.

— La police a arrêté hier un forçat libéré, Desauges, que l'on recherchait depuis long-temps.

M. les abonnés dont l'abonnement expire le 31 courant, sont priés de le renouveler, et de joindre à leur demande une de leurs adresses imprimées, avec les rectifications qui leur paraîtront nécessaires.

Tribunaux.

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

PRÉSIDENCE DE M. DE GLOS. — *Assassinat par jalousie.*

Louis Alexandre Beugnet, dont la famille habite Saint-Omer, rencontra, il y a trois ou quatre ans, dans un lieu de divertissement public, Victoire Lecluse; il en devint éperdument amoureux, et il témoigna à son père le désir de l'épouser. La jeunesse de Beugnet, et d'autres motifs que les débats feront connaître, déterminèrent Beugnet père à refuser son consentement. Le fils conçut alors et exécuta le projet de passer en Amérique; mais à peine arrivé à sa destination, il se remit en route pour revenir en France. A son retour à Saint-Omer, il ne trouva plus Victoire Lecluse, dont la mère était morte, et qui avait suivi à Paris un nommé Borguis, dont la mère avait été la concubine.

Beugnet s'empressa de se rendre à Paris, où il arriva le 12 novembre. Ses visites à Victoire, qui occupait alors avec Borguis un petit logement dans un hôtel garni, rue de Grenelle-Saint-Honoré, se renouvelèrent souvent. Il ne tarda pas à s'apercevoir que plusieurs jeunes gens fréquentaient la maison; qu'ils étaient tous bien reçus; que Victoire sortait indifféremment avec l'un ou avec l'autre. Il en conçut une violente jalousie; cependant, il n'en poursuivait pas moins avec ardeur son projet de mariage. Le 24 novembre, Borguis lui ayant déclaré qu'à raison de l'état de souffrance de Victoire, il y avait nécessité de retarder la célébration du mariage, de l'ajourner à deux mois, Beugnet parut se résigner; mais il se persuada bientôt que cet ajournement présageait une rupture. Il crut qu'un autre lui était préféré; sa tête s'exalta, et ne pouvant supporter la pensée de la voir dans les bras d'un autre, il forma des-lors, dit-il, la résolution de la tuer et de se tuer ensuite. N'ayant pas d'armes, n'ayant pas d'argent pour s'en procurer, il mît sa montre en gage, va acheter chez un armurier une paire de pistolets, des balles, de la poudre.

Le lendemain, 25 novembre, vers huit heures du matin, Beugnet se rendit chez Victoire : elle était au lit, et dans sa chambre se trouvait un jeune homme nommé Félix. Il s'approche d'elle et lui demande si elle avait besoin de quelque chose. Sur sa réponse négative, il vient s'asseoir auprès du feu à côté de Félix et d'un nommé Cottini qui était entré quelque temps après Beugnet; puis tout-à-coup il se lève, se dirige vers le lit, et tire un coup de pistolet dans la figure de Victoire. Elle fait entendre un cri de douleur, et un second coup l'atteint encore dans la figure. Cottini et Félix se précipitent sur Beugnet, l'enferment dans la chambre et vont avertir la force armée qui arrive bientôt. En entrant, on aperçoit Beugnet qui soutenait sur ses genoux la tête de Victoire. « Sauvez-la, s'écrie-t-il, portez-lui des secours! » Victoire avait la figure ensanglantée; elle était sans connaissance, et sur son lit gisait un perroquet que Beugnet lui avait donné et qu'il venait d'étrangler. On saisit sur Beugnet les deux pistolets dont il venait de faire usage, six balles, un moule, une boîte de capsules et de la poudre. Sur la cheminée était une lettre sous enveloppe adressée à Beugnet père par son fils qui annonçait à sa famille sa mort prochaine et celle de Victoire.

Beugnet déclara qu'un sentiment de jalousie l'avait porté à ce crime; qu'il s'était cru trahi; qu'un autre paraissait lui être préféré.

Victoire Lecluse, transportée à l'hôpital, expira à dix heures du soir, sans avoir pu proférer aucune parole.

C'est à raison de ces faits que Beugnet a comparu ce matin devant la cour d'assises sous l'accusation d'avoir commis volontairement et avec préméditation un homicide sur la personne de Victoire Lecluse.

Plusieurs témoins sont entendus et répètent les faits tels qu'ils résultent de l'acte d'accusation.

Le docteur Olivier (d'Angers), qui a été chargé d'examiner le cadavre, dépose que de cet examen est résulté pour lui la conviction que Victoire Lecluse vivait habituellement dans l'inconduite et la débauche.

Les témoins à décharge sont entendus. Ils donnent sur l'accusé des renseignements qui font connaître que Beugnet ne jouit pas de toutes ses facultés, et que depuis son enfance il donne des signes évidents d'extravagance.

La parole est donnée à M. l'avocat-général paratier-Lafosse, qui soutient avec force l'accusation.

M^{re} Barillon présente la défense de l'accusé. A demain la réplique du ministère public et du défenseur, le résumé du président, ainsi que la délibération du jury.

— Le gérant de l'*Echo français* a été assigné, hier au soir, avec ceux du *National* et de l'*Europe*, à comparaître le 10 du mois prochain, devant la cour d'assises de la Seine, sous la prévention d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement du roi, de provocation à la désobéissance aux lois et de provocation, non suivie d'effet, à la révolte militaire.

— La cour d'assises de la Haute-Vienne est occupée d'une affaire où figurent quarante-sept individus de l'arrondissement de Rochechouart. Les vols reprochés aux accusés consistent en 20,186 fr. d'objets volés de blé, cent aunes de toile, linge de corps, outils, fruits, volaille. Parmi les accusés, hommes et femmes, il y a quatorze aubergistes, onze cultivateurs, sept maçons, quatre tailleurs, trois menuisiers, deux marchands de chiffons, un tailleur, un coquetier, un tisserand, un volutier, un sabotier et un domestique. Les témoins sont au nombre de 368. Parmi eux se trouve un nommé Bargon, condamné à vingt ans de travaux forcés en 1837. Il a dénoncé 98 vols comme y ayant participé. Sorti des bagues pour venir donner des renseignements à la justice, il traite avec indifférence une énorme boulette, dont le bruit sourd, à chacun de ses mouvements, fait tressaillir les accusés qui ont trop connu ce malheureux. Une femme de vingt-cinq ans est là qui tremble comme les autres à la vue du forçat, au bruit de sa chaîne, tandis que son jeune enfant qu'elle allaite encore, qu'elle tient sur ses genoux, égayé par tout ce qu'il entend, ce qu'il voit, manifeste une joie bruyante. Cette affaire, qui occupera pendant près d'un mois la cour d'assises de Limoges, coûtera, dit-on, au moins 40,000 fr.

— L'article 473, paragraphe 11 du Code pénal est ainsi conçu : « Ceux qui auraient refusé de recevoir les espèces et monnaies nationales, non faussées ni altérées, selon la valeur pour laquelle elles ont cours, seront punis d'une amende de 6 à 10 francs. »

Le tribunal de simple police était saisi hier d'une contravention à cet article, imputée au sieur Watelle, débitant de tabac, rue de Vannes. Le prévenu n'a pas eu de voir comparaitre; sur les réquisitions du ministère public, il a été condamné à 10 francs d'amende.

— Dans son audience d'avant-hier, la cour de cassation a cassé un arrêt de la cour d'assises de Seine-et-Marne qui avait condamné à la peine de mort le nommé Vallard, comme coupable d'avoir, en mettant volontairement le feu à un grenier, communiqué l'incendie aux bâtiments servant à l'habitation d'un sieur Bonnet.

— Un jeune soldat du centre, arrivé tout récemment à Paris par la grâce du recrutement et d'un mauvais numéro, vient raconter devant la police correctionnelle comme qu'il a été victime de la barrière et de la galanterie. Sa déposition, que nous reproduisons fidèlement, fera connaître tous les faits de cette cause.

« J'avais donc eu une permission de neuf heures, dit le jeune soldat, et comme je voulais bien m'amuser, je demandai à un Parisien de la chambre de me mener quelque part où on puisse bien s'amuser, quoi... J'avais

100